

Questions orales

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, le ministre des Finances n'a annoncé aucune politique qui soit de quelque façon contraire à . . .

M. Blaikie: Il bafouille!

M. Mulroney: . . . ce dont nous avons discuté à la Chambre. Tout député, y compris, je suppose, mon honorable ami, a déjà vu ses propos malencontreusement déformés par les médias . . .

M. Deans: Allons donc!

M. Mulroney: En fait le ministre des Finances a été parfaitement conséquent . . .

M. Deans: Cela ne passera pas, pas cette fois-ci.

M. Mulroney: Compte tenu de la terrible conjoncture économique dont nous avons hérité, nous comptons sur un certain degré de maturité et de collaboration de la part de l'opposition afin que le gouvernement et le pays aient moins de mal à traverser cette période difficile, et non pas sur les aberrations et les critiques mesquines qui nous viennent de l'autre côté de la Chambre.

Nous vous demandons de nous accorder votre collaboration et de comprendre la nouvelle forme de consultation afin que nous puissions amorcer une nouvelle croissance économique, une nouvelle prospérité.

L'ENREGISTREMENT DES PROPOS DU MINISTRE

M. Neil Young (Beaches): Ma question supplémentaire s'adresse aussi au premier ministre, monsieur le Président. Ce que nous avons ici, c'est un gouvernement qui marche par clins d'œil et par signes de tête. J'ai écouté l'enregistrement aussi bien que le premier ministre. Celui-ci est-il en train de dire à la Chambre que le journaliste de la Presse canadienne aurait tripoté et réellement falsifié l'enregistrement? J'ai écouté l'enregistrement. Le ministre des Finances a bel et bien dit ce que rapportent les autres députés.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Ce n'est pas du tout ce que je veux dire. Je crois savoir que les journalistes de la Presse canadienne dont il s'agit sont des gens extrêmement compétents qui sont tenus en grande estime pour cette raison même. Tout ce que je dis, c'est que la déclaration qui a paru dans certains journaux n'était pas du tout conforme à ce que le ministre des Finances avait dit.

Mme Mitchell: Que faites-vous de l'enregistrement?

M. Mulroney: Je puis vous assurer que ce que le ministre des Finances a dit était parfaitement conforme à notre désir d'améliorer la situation économique du pays et ne menace en rien—je le répète, en rien—d'honorables traditions canadiennes.

[Français]

ON DEMANDE QUEL NIVEAU DE REVENU SERA AFFECTÉ PAR LES COMPRESSIONS BUDGÉTAIRES

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa-Vanier): Monsieur le Président, je voudrais poser ma question au premier ministre, par votre intermédiaire, et lui donner une chance de s'expliquer.

Monsieur le premier ministre, il y a une contradiction dans ce gouvernement. Il y a des perceptions dans les médias et dans le peuple canadien concernant la position de votre ministre des Finances et vous-même. On va essayer d'éliminer le brouillard de persiflage qui existe dans toute cette question-là.

Pourriez-vous nous dire, et je vais revenir à la question de l'honorable député de Laval-des-Rapides . . . Il y a au-dessus de 13 millions de déclarations d'impôt se placent en deça de \$35,000.

Quel est le niveau de revenu qui sera touché par vos coupures affectant les programmes sociaux, tels les allocations familiales et les pensions de sécurité de la vieillesse?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, c'est le but du processus de consultations, c'est le but du processus de dialogue avec l'opposition, avec les syndicats, avec le secteur privé. C'est le but du Sommet économique, de la Conférence des premiers ministres qui sera tenue les 14 et 15 février.

Comment peut-on faire, suite à l'héritage lamentable dont nous sommes les bénéficiaires . . . Que peut-on faire pour soulager ceux de notre société qui ont besoin d'aide de la part de l'appareil fédéral?

Nous voulons essayer de soulager ceux au Canada qui ont besoin de notre aide et c'est là la raison, et il n'y a pas de décision de prise, comme mon honorable ami le sait, et nous l'invitions à nous faire ses commentaires et à nous apporter sa collaboration afin d'élaborer des politiques plus bénéfiques pour ceux dans notre société qui en ont besoin.

LES COMPRESSIONS BUDGÉTAIRES—LA POSITION DES GENS DE BAIE-COMEAU

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa-Vanier): Monsieur le Président, je désire poser une question supplémentaire.

Si j'ai bien compris, le premier ministre vient d'avouer que lui, dans sa tête, a décidé. Il consulte ensuite pour confirmer.

Est-ce que je pourrais demander au premier ministre si les gens de sa circonscription, de Baie-Comeau, par exemple, peuvent accepter que l'on coupe dans leurs allocations familiales, que l'on coupe dans leur pension de sécurité de la vieillesse sans les consulter? Le très honorable premier ministre n'avait pas le mandat pour couper dans les pensions de sécurité de la vieillesse, je regrette.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Les gens de Baie-Comeau qui sont en train de regarder cela vont dire: Voilà le député de Vanier qui est en train de fausser la position du cher député, parce que c'est cela que vous êtes en train de faire.

Le député sait fort bien que je n'ai jamais dit cela, que le ministre des Finances n'a jamais dit cela, mais vous êtes si peu habitué à un dialogue honnête, que vous n'acceptez pas cela. Nous voulons votre participation, un dialogue national, pour que nous puissions remettre entre les mains des Canadiens tous les fonds dont nous disposons de la façon la plus bénéfique possible.